

COORDONNEES DU MAITRE D'ŒUVRE PRESENTI (LE CAS ECHEANT)

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, salarié de coopérative agréé, ingénieur ou technicien de l'ONF, Gestionnaire Forestier Professionnel ou autre « homme de l'art »), indiquer ses coordonnées.

Organisme :	Nom :	Prénom :
Adresse :		
Code postal : _ _ _ _ _	Commune :	
☎ : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Téléphone portable : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
N° de télécopie : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Mél :	

CARACTERISTIQUES DU PROJET

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, **désignation de la commune** portant la partie de l'investissement la plus importante :

a) Localisation cadastrale des ouvrages : prévoir une ligne par tronçon ou nature d'ouvrage

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral <i>(faire figurer ici le n° de l'ouvrage indiqué sur votre plan cadastral)</i>	Quantité projetée (ml ou m ²)	Nom de la (des) commune (s) de situation du projet	Liste des parcelles concernées (section, numéro, subdivision)
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		

Totaux par nature d'opérations (cf. notice : Piste, route...)	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _

b) Nature, descriptif du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs,)

c) Garantie de gestion durable dans le cas d'un dossier individuel

La propriété forestière desservie par le projet, bénéficie d'une garantie ou présomption de gestion durable suivante :

- aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- plan simple de gestion obligatoire
- plan simple de gestion volontaire
- règlement type de gestion
- adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles
- autre à préciser (Zone NATURA 2000 : adhésion à une charte ou à un contrat) :

d) Opération s'inscrivant dans un schéma directeur de desserte forestière : oui non

(Si oui, précisez toutes les références utiles du document de planification et la place du projet dans ce dernier, fournir le justificatif nécessaire)

e) Opération présentée dans le cadre d'une stratégie locale de développement : oui non

(Si oui, fournir les justificatifs nécessaires : Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF) (puis Plan Régional de la Forêt et du Bois (PRFB) lorsqu'il sera en activité), Plan d'Approvisionnement Territorial (PAT), Plan de Développement de Massif (PDM))

f) Opération collective portée par une structure de regroupement ou par un maître d'ouvrage délégué (indiquez le nombre de partenaires et joignez la liste nominative de ces derniers) :

g) Caractère multifonctionnel des forêts et ouverture au public (justifier que la desserte contribue au caractère multifonctionnel des frêts et est ouverte au public – cf. notice du formulaire pour connaître la manière de remplir cette partie). Rubrique à remplir obligatoirement

h) Calendrier prévisionnel des investissements

➤ Date prévisionnelle de début des travaux : _____ (jour, mois, année)

Année de réalisation des travaux	Dépense prévisionnelle correspondante (€)
TOTAL des dépenses prévues	

➤ Date prévisionnelle de fin des travaux : _____ (jour,mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES D'APRES DEVIS

a) Dépenses matérielles

(Ajouter un tableau comportant les mêmes colonnes si besoin)

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral	Nature des actions ou investissements	Unité	Prix unitaire € HT / mètre linéaire ou m ²	Quantité demandée	Montant prévisionnel hors taxe par action (€)	Nom du fournisseur à l'origine du devis (facultatif)
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□	
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□	
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□	
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□	
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□	
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□	

Montant prévisionnel total des investissements matériels □□□□□, □□

b) Dépenses de frais généraux liés au projet (anciennement "dépenses immatérielles")

Les dépenses immatérielles (études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalables et maîtrise d'œuvre) sont à additionner.

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant € prévisionnel HT	Observations
<i>Maîtrise d'œuvre</i>			
		□□□□, □□	
		□□□□, □□	

Montant prévisionnel total des investissements immatériels □□□□□, □□

Montant prévisionnel TOTAL des investissements matériels et frais généraux □□□□□□, □□

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financement du projet <i>Indiquer les financeurs sollicités</i>	Montant en €
Etat et / ou Région Grand Est	□□□□□□□, □□
Union européenne FEADER	□□□□□□□, □□
Autre financeur public (préciser)	□□□□□□□, □□
Sous-total financeurs publics	□□□□□□□, □□
Financeurs privés (préciser)	□□□□□□□, □□
Sous-total financeurs privés	□□□□□□□, □□
Montant de l'autofinancement	□□□□□□□, □□
TOTAL HT général = coût du projet	□□□□□□□, □□

Rappel : tout projet dont le montant d'aide publique est inférieur à 5 000,00 € est éligible. Les modalités d'aide sont rappelées dans l'appel à projets.

Le projet bénéficie t'il ou bénéficiera t'il d'un prêt bonifié : oui non

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (Cocher les cases)

Je demande (nous demandons) à bénéficier de l'aide à la desserte forestière au titre du dispositif 4.3 du Programme de Développement Rural Lorraine 2014-2022.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux indiqués dans la présente demande ;
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire ;
- être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables à la DDT ;
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et mentionnés dans l'appel à projets, au-delà desquels tout ou partie de la subvention serait caduque de plein droit ;
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés ;
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de début d'éligibilité des dépenses, figurant sur l'accusé de réception de la demande ;
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- maintenir ouverte gratuitement au public les investissements aidés ;
- que les investissements aidés contribuent à la multifonctionnalité du massif forestier conformément à la description faite dans le rapport de présentation du projet.

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à respecter, lorsque j'y suis soumis, les règles de la commande publique rappelées dans la notice et à fournir les pièces justificatives au moment du paiement ;
- à respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité de l'opération telles que précisées dans l'appel à projets ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- à informer la DDT de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, du contenu de mon projet ;
- à transmettre sans délai à la DDT la déclaration de début des travaux ;
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, et la décision attributive d'aide ;
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional et/ou la délibération régionale en vigueur ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux inscrits au plan de financement prévisionnel du projet ;
- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains desservis par le présent projet pendant cinq ans à compter du versement du solde de l'aide FEADER attribuée ;
- à maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à partir de la date du dernier paiement de la part FEADER de la dernière demande de paiement ;
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite ;
- à faire la publicité de la participation de l'Union européenne (Fonds européen agricole pour le développement rural : FEADER) - informations disponibles en consultant le lien internet suivant : <http://www.grandest.fr/europe-grandest/>
- à faire la publicité des participations des co-financeurs nationaux dans des modalités similaires à celles prévues pour le FEADER.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR EST UNE STRUCTURE DE REGROUPEMENT

(Cocher les cases)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains ;
- avoir des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains à desservir seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter du versement du solde de l'aide FEADER accordée ;
 - de maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à partir de la date du dernier paiement de la part FEADER de la dernière demande de paiement ;
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite ;
 - de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire ;
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques.
- avoir informé le/les propriétaire(s) concernés qu'en cas de reversement des sommes versées pour manquement à leurs engagements je pourrais me retourner contre-eux.

INFORMATIONS (Cocher la case)

Je suis informé (e) (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide de l'Union européenne (fonds FEADER). Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans,
- que, l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la Région Grand Est, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et l'Agence de services et de paiement (ASP). Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DOCUMENTS A PRODUIRE POUR L'INSTRUCTION DU DOSSIER

Pièces	Type de demandeurs ou de dossiers concernés	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT- Préciser pour quel n° de dossier	Sans objet
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité				
Certificat d'inscription au répertoire SIREN	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis ⁽¹⁾	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles):GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie d'une pièce d'identité en vigueur	Tous sauf collectivités territoriales et ASA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété < 6 mois				
Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié	Tous sauf ASA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tableau des parcelles joint à l'arrêté constitutif de création de l'ASA	ASA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété avec photocopie lisible d'une pièce d'identité de chaque membre (annexe 3)	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires	OGEC, structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le représentant légal à solliciter une aide	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le représentant légal à solliciter une aide	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, ASL, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts en vigueur	Tous sauf personnes publique et particuliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si subvention > 23 000 €				
Personnes morales de droit privé				
Extrait des statuts	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Sociétés civiles (SCI), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Liste des aides publiques perçues au titre du règlement "de minimis" dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire (cf. annexe 4)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (avec coordonnées IBAN et BIC) ⁽¹⁾	Tous ; pour les collectivités, porter le cachet sur le RIB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formulaire d'engagement à respecter les règles relatives à la commande publique	Demandeurs soumis à la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structures de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces techniques				
Rapport de présentation (annexe 1)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastral daté et signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées.	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs d'intégration dans une stratégie locale de développement forestier (<i>Plan Régional de la Forêt et du Bois (PRFB), Plan d'Approvisionnement Territorial (PAT), Plan de Développement de Massif (PDM)</i>)	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Confirmation d'adhésion à une certification forestière (PEFC, FSC ou équivalent)	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justification des autorisations réglementaires (y compris Avis de l'Autorité Environnementale : arrêté suite à l'analyse au cas par cas, étude d'impact).	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Accord du gestionnaire de la voirie publique	Projets prévoyant un raccordement à la voirie publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense (annexe 2) - Investissements entre 2 000 € et 90 000 € HT : 2 devis - Investissements supérieurs à 90 000 € HT : 3 devis	Dans le cas d'un financement sur devis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS)	Tous les dossiers individuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Profil en long de la route	Pour les projets avec au moins une portion avec pente>8%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'intégration dans un schéma directeur de desserte forestière	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptable (annexe 6 du présent formulaire de demande d'aide) (cf. annexe 6)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Veillez transmettre l'original du dossier à la Direction Départementale des Territoires (DDT) du département du siège de votre exploitation et conserver une copie :

Direction Départementale des Territoires de la Meurthe-et-Moselle (DDT 54)

Monsieur Nicolas TOQUARD

CO n° 60025

54 035 NANCY CEDEX

Tel : 03.83.91.40.26

nicolas.toquard@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Direction Départementale des Territoires de la Meuse (DDT 55)

Monsieur Alain GILLOT

CO n° 10501

55 012 BAR-LE-DUC CEDEX

Tel : 03.29.79.92.60

alain.gillot@meuse.gouv.fr

Direction Départementale des Territoires de la Moselle (DDT 57)

Monsieur Emmanuel GEORGES

CO n° 31035

57 036 METZ CEDEX 1

Tel : 03.87.34.34.76

emmanuel.georges@moselle.gouv.fr

Direction Départementale des Territoires des Vosges (DDT 88)

Service de l'Economie Agricole et Forestière – Bureau Forêt

22 à 26 avenue Dutac

88 026 EPINAL

Tel : 03.29.69.12.76

ddt-seaf-bf@vosges.gouv.fr

Fait à _____ le _____

Nom prénom qualité et signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision ; cachet le cas échéant)

ANNEXE 1 : RAPPORT DE PRESENTATION DU PROJET

Maître d'ouvrage :

Commune(s) de situation :

Contenance de la forêt ou du massif concerné :

Maître d'œuvre :

PRESENTATION DE LA FORET A DESSERVIR

Forêt relevant du régime forestier	Forêt privée
Forêt <input type="text"/>	Forêt <input type="text"/>
Agence ONF de <input type="text"/>	Propriétaire <input type="text"/>
Unité Territoriale <input type="text"/>	Gestionnaire <input type="text"/>
Forêt aménagée	Forêt sous Plan simple de gestion
Date d'approbation <input type="text"/>	
Période du <input type="text"/> au <input type="text"/>	Agréé le <input type="text"/> Pour une durée <input type="text"/> ans de
non aménagée en cours de révision	N° d'agrément <input type="text"/>
Schémas régionaux d'aménagement applicables :	Forêt non soumise à Plan simple de gestion
<input type="text"/>	Forêt soumise à Loi Monichon Impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.)
	Forêt relevant du Code des bonnes pratiques sylvicoles (C.B.P.S.)
	Date d'adhésion <input type="text"/>
Contenance totale de la forêt : <input type="text"/> ha	Surface de la propriété forestière : <input type="text"/> ha
	Etendue du massif <input type="text"/> ha attendant :

DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER

- a) Surface boisée qui sera desservie par les nouveaux aménagements (ou après remise au gabarit ou suppression de points noirs) (ha) :
- b) Nombre de propriétés desservies :
- c) Description sommaire des peuplements qui seront desservies (nature, traitement, essences, volume.....) :
- d) Motivation du projet (cohérence avec le schéma de desserte forestière,.....) :
- e) Détail du projet : fournir un plan terrier (carte du projet avec les cotes)

Création de route	Création de place de dépôt	Création de place de dépôt/retournement	Mise au gabarit de route	Ouverture de piste	Résorption de points noirs
..... mlunités m ² unités m ² ml ml unités m ²

- **Pour une création de route accessible aux grumiers :**

Fournir un profil en long du projet :

- Pente moyenne : %
- Pente maximum sur le tracé : %
- Largeur de la chaussée à créer : m
- Largeur de l'emprise à ouvrir : m
- Projet concerné par un raccordement à la voirie publique oui non

- **Pour une création de piste :**

- Pente moyenne : %
- Pente maximum sur le tracé : %
- Largeur de la chaussée à créer : m
- Largeur de l'emprise à ouvrir : m

- **Pour une mise au gabarit de route :**

Description des défauts empêchant l'utilisation du réseau de desserte par les grumiers et des travaux projetés pour y remédier (cause et types de dégradation.....) :

.....

.....

.....

.....

- **Pour une résorption de points noirs :**

Description du type de points noirs empêchant l'accès au réseau de desserte :

.....

- **Création de place dépôt/retournement** : (fournir un schéma de réalisation de chaque place)

Surface du terrassement :

Surface de l'empierrement :

Autres caractéristiques techniques ayant une incidence sur coût (minage, ouvrage d'art) :

.....

- **Matériaux utilisés :**

Matériaux repris sur place :

Matériaux de carrière :

Matériaux de démolition, préciser la provenance et la composition :

Le projet contient-il des passages busés : oui non

Autres, préciser et justifier techniquement si nécessaire :

CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DE L'EQUIPEMENT

- **Intégration dans le réseau existant :**

densité aux 100 ha	Avant-projet	Après-projet
Route (en km)		
Pistes (en km)		
Places de dépôt (unités)		

Distance moyenne de débarquement actuelle (si forêt exploitée) :

Distance moyenne de débarquement après travaux :

RECOLTES ET BILAN FINANCIER

➤ Peuplements

Nature (traitement sylvicole)	Essences prépondérantes	Surface	Volume / ha
Ex taillis	charme		

Production biologique estimée		
En m ³ /ha/an en surface de production		M ³ /ha/an
Soit sur l'ensemble de la propriété		M ³ /ha/an

➤ Rentabilité immédiate

	Récolte estimée sur les parcelles desservies, sur 5 ans (A)	Dont volume qui n'aurait pas été récolté sans les travaux de desserte projetés (B)	Plus value escompté e au m ³ (C)	Prix moyen au m ³ escompté (D)	Plus value estimée sur 5 ans (E)=[(A-B)*C]+(B*D)
Bois d'œuvre	... m ³	... m ³	... €/m ³	... €/m ³	... €
Bois d'industrie	... m ³	... m ³	... €/m ³	... €/m ³	... €
Bois énergie	... m ³	... m ³	... €/m ³	... €/m ³	... €
TOTAL	... m ³	... m ³			... €

➤ Autres

Frais annuel d'entretien :

- Route empierrée :KM à €/km/an=.....€
 - Route en terrain naturelKM à €/km/an=.....€
 Total = €/an

Plus-value nette escomptée = €/an

Durée d'amortissement du projet : Montant des travaux/plus-value nette = ans

➤ **Amélioration apportée par le projet** (exploitation, débardage, transport du bois)

Avant :

.....
.....
.....
.....

Après :

.....
.....
.....
.....

➤ **Montant éligible du projet (assiette de la subvention)**

L'assiette de la subvention inclut le montant hors taxe des travaux et fournitures ainsi que, le cas échéant, le montant hors taxe des honoraires d'ingénierie :

Montant total éligible hors taxe

	€
--	---

Intérêt du projet et observations éventuelles

NOTE SOMMAIRE D'IMPACT

1-Situation géographique du projet

		OUI	NON
Le tracé du projet traverse	des peuplements forestiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	des chaumes, pâturages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	des milieux humides	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le tracé du projet se situe en totalité en partie sur un espace protégé par la législation.

Type de protection	oui	non	Intitulé du secteur protégé
<ul style="list-style-type: none"> - Réserve naturelle - Réserve naturelle régionale - Arrêté de protection du biotope - Forêt de protection - Réserve biologique - Site inscrit - Site classé - Périmètre de protection des monuments historiques (500 mètres) - NATURA 2000 - Espace naturel sensible - Autres à préciser 			

Le tracé du projet se situe en totalité en partie sur un espace sensible inventorié.

Type d'inventaire	oui	non	Intitulé du secteur inventorié
<ul style="list-style-type: none"> - ZNIEFF - Inventaire des milieux sensibles des Parcs Naturels Régionaux - Inventaire des milieux humides des conseils départementaux - Pré-inventaire des richesses biologiques par l'O.N.F - Zone de présence du grand tétras - Zone archéologique, site minier - Autres à préciser 			

Le tracé du projet se situe en périmètre de protection de captage

oui Non

Si oui :

Type de protection	oui	non	Intitulé du périmètre
- Périmètre rapproché - Périmètre éloigné			

Le projet est situé sur une commune d'un Parc Naturel Régional oui non

2-Analyse des impacts du projet et mesures d'évitement, de réductions ou de compensations prévues

2-1. Sur le milieu naturel

- Indiquer les impacts sur le milieu naturel

- Les mesures suivantes ont été prises pour éviter, réduire ou compenser ces impacts (préciser pour chaque mesure s'il s'agit d'un évitement, d'une réduction ou d'une compensation d'un impact):

- La période approximative de réalisation des travaux sera du.....au.....

- Les dispositions prises afin de limiter/interdire l'introduction de véhicules à moteur sont les suivantes :

- Lorsque le projet prévoit localement des emprunts de matériaux, indiquer les zones de prélèvement et les mesures prises pour en limiter l'impact sur le milieu naturel :

2.2. Sur le paysage

- Le projet se situe dans un espace protégé (site inscrit ou classé, monument historique) requérant l'avis de l'architecte des Bâtiments de France. Les mesures prises pour une bonne intégration dans le paysage sont les suivantes :

- Le projet a un impact visuel dans un paysage sensible. Les mesures prises pour une bonne intégration dans le paysage sont les suivantes (soutènement, verdissement, ...) :

- Le tracé du projet coupe des sentiers de randonnées. Afin de limiter les effets de cette coupure, les mesures de raccordement suivantes seront prises :

2.3. Sur le thème de l'eau (Il appartient au demandeur d'une aide de se rapprocher des services en charge de la Police de l'Eau et de la Pêche afin d'étudier la législation applicable en la matière).

Le tracé du projet présente une pente en long moyenne de _____ %. Ponctuellement, la pente en long maximale atteinte est de _____ %.

Des fossés susceptibles de modifier les écoulements naturels sont-ils prévus ?

Oui Non

Des franchissements de cours d'eau (gués, buses, ponceaux....) sont-ils prévus ?

Oui Non

Si *oui* préciser : nature nombre
nature nombre

Des ouvrages susceptibles de modifier les écoulements naturels sont-ils prévus ?

Oui Non

✓ créant une différence de plus de 20 cm mais moins de 50 cm de niveau d'eau entre amont et aval ?

Oui Non

✓ créant une différence de plus de 50 cm de niveau d'eau entre amont et aval ?

Oui Non

✓ s'agit-il de passages busés de plus de 10 m de longueur ?

Oui Non

Des travaux de détournement, dérivation, rectification, canalisation du cours d'eau sont-ils prévus ?

Oui Non

✓ remblais Oui Non

✓ épis Oui Non

Des travaux d'assèchement ou de comblement de zones humides sont-ils prévus ?

Oui Non

A ANNEXE 2: DEPENSES PREVISIONNELLES ET DESCRIPTIF POUR TRAVAUX D'EQUIPEMENT FORESTIER EN FORET NNEXE 2: DEVIS

Demandeur

Forêt de

Place de dépôt et/ou retournement

Création Route

Création Piste

Mise aux normes moderne Route

Surface

Longueur

Longueur

Longueur

Largeur

Largeur

Largeur

Tronçon N° <i>nature des travaux</i>	Unité	Prix unitaire	Quantité	Montant total HT
TERRASSEMENT				
Dessouchage et nivellement de l'emprise	m ²			
Décapage, nivellement, décaissement de la chaussée (surface = celle de l'empierrement) et entrées de parcelle	m ²			
Décapage, nivellement, décaissement des places de retournement et sur largeurs (surface = celle de l'empierrement)	m ²			
Purge décaissement	m ²			
Autre à préciser :				
SOUS TOTAL TERRASSEMENT				
ASSAINISSEMENT				
Création de fossés	ml			
Reprofilage de fossé	ml			
Fourniture et pose de voies d'eau	ml			
Passage busé (préciser le diamètre)	ml			
Passage busé (préciser le diamètre)	ml			
Passage à gué	m ²			
Pont cadre (préciser les dimensions)	ml			
Tête d'aqueduc (préciser le diamètre)	u			
Tête d'aqueduc (préciser le diamètre)	u			
SOUS TOTAL TERRASSEMENT				
EMPIERREMENT				
	matériau	longueur	épaisseur compactée	surface
Géotextile / géogrille		ml		m ²
1 ère couche : (route)		ml		m ²
1 ère couche : (place de retournement)		ml		m ²
Autre à préciser :		ml		m ²
SOUS TOTAL EMPIERREMENT				
COUCHE DE FERMETURE				
	matériau	longueur	épaisseur compactée	surface
1 ère couche (route)		ml		m ²
1 ère couche :(place de retournement)		ml		m ²
Revêtement (tronçon forte pente >10 %)		ml		m ²
Revêtement (zone de sécurité)		ml		m ²
SOUS TOTAL FERMETURE				
SIGNALISATION, BARRIERE				
Montant HT des investissements matériels				
Maîtrise d'œuvre			u	
Autre (étude paysagère, étude d'opportunité écologique,...)			u	
Montant HT des investissements immatériels				

Devis établi par :

Date :/...../20....

Signature

MONTANT TOTAL DE L'INVESTISSEMENT (€ HT) :

ANNEXE 3 : CONVENTION DE MANDAT

Je soussigné : Madame/Monsieur

né (e) le.....à.....

demeurant à :

mandant agissant en qualité de propriétaire/ co-indivisaire/ co-propriétaire désigne comme mandataire

Madame/Monsieur.....

né(e) le.....à.....

demeurant à

QUI ACCEPTE LE MANDAT

Pour

- constituer et déposer le dossier de demande d'aide ;
- signer les engagements relatifs au projet ;
- percevoir sur un compte au nom de :

..... ,

le montant de l'aide versée au titre des mesures forestières dans le cadre du règlement européen n° 1305/2013 concernant le soutien au développement rural par le Fond Européen Agricole de Développement Rural (FEADER) ;

- me représenter lors des contrôles.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celui-ci devra être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'agent comptable de l'ASP, Agence de Services et de Paiement, 2 rue Maupas, 87040 Limoges Cedex et prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus notamment du remboursement des sommes indument perçues.

Date et signature du Mandant
A faire précéder de la mention
« lu et approuvé, bon pour pouvoir »

Date et signature du Mandataire
A faire précéder de la mention
« lu et approuvé, bon pour pouvoir »

ANNEXE 4 : ATTESTATION DE PERCEPTION DES AIDES PUBLIQUES

Pour compléter ce formulaire se référer à l'annexe 2 de l'AAP 2021

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Nom du bénéficiaire :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) représentant de, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013, atteste :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		Total (A) =	€

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
---	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
---	----------------------	---

Date de démarrage de l'exercice fiscal

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire sera accordée dans le cadre du régime d'aide d'Etat SA.41595 (N2016/N-2) - Partie B

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* entreprise reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

Cocher la case correspondant à votre situation :

J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)

J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également les tableaux pages 10 et 11 du formulaire.**

Complément à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG)

Si mon entreprise exerce :

- des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « agricole »** (en application du règlement (UE) n°1408/2013 dit « règlements de minimis agricole ».),
- et/ou des activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « pêche et aquaculture »** (en application du règlement (UE) n° 717/2014, dit « règlement de minimis pêche ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **D) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement (UE) n° 1408/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole			Total (D) = €

Inscrire également dans ce tableau les aides de minimis agricole considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 2 paragraphe 2).

- **E) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (E) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis pêche			Total (E) = €

Total des montants des aides de minimis entreprise ((A)+(B)+(C)) en annexe 2, agricole (D) et pêche (E)	[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) =	€
--	--------------------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole et pêche reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

² Selon le règlement (UE) n°1408/2013, le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». Une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative.

S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général au titre duquel elle a perçu des aides de minimis « SIEG » (en application du règlement (UE) n°360/2012) :

J'atteste sur l'honneur :

- F) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « de minimis » SIEG (en application du règlement (UE) n° 360/2012)

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides perçues ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (F) =	€

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2 + aides de minimis agricole (D) + pêche (E) + SIEG (F) en annexe 2bis	[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E)+(F) =	€
--	-----------------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole, pêche et SIEG reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 500 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Attention :

- ⇒ On entend par entreprise, aux fins des règles de concurrence énoncée dans le traité, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement
- ⇒ Inscrire également dans les tableaux les aides de minimis entreprises considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative paragraphe 2)

ANNEXE 5 : ELEMENTS D'APPRECIATION DU PROJET RELATIFS AUX CRITERES DE SELECTION

Critères de priorisation	Points	
	Réservé service instructeur	
<ul style="list-style-type: none"> • Votre projet prévoit la création de route avec piste et/ou place de dépôt et/ou place de retournement et/ou mise au gabarit (au moins deux ouvrages) <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	15
<ul style="list-style-type: none"> • Votre projet prévoit la création de route seule, de place de dépôt seule ou de place de retournement seule <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	10
<ul style="list-style-type: none"> • Votre projet prévoit une mise au gabarit seule ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	5
<ul style="list-style-type: none"> • Votre projet prévoit-il la création d'une piste seule ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	5
<ul style="list-style-type: none"> • Le projet permettra une mobilisation de la ressource dans les cinq ans à venir <input type="checkbox"/> ≥2000m³ OU <input type="checkbox"/> Compris entre 1000 m³ et 2000 m³ OU <input type="checkbox"/> <1000 m³ 		15
	0	10
		5
<ul style="list-style-type: none"> • Le maître d'ouvrage correspond à une entité de plusieurs propriétaires <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	10
<ul style="list-style-type: none"> • Le projet permet d'éviter le transfert de grumes en bord d'une route relevant du code de la voirie routière <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	10
<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 50% des propriétaires desservis sont des propriétaires de parcelles correspondant à de la forêt privée morcelée (<4ha) <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	10
<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 70% du massif desservi par l'équipement est certifié (PEFC, FSC ou équivalent) – joindre le(s) justificatif(s) <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non 	0	10
<ul style="list-style-type: none"> • Les propriétaires desservis soumis à plan de gestion ou à aménagement s'engagent à privilégier pendant 5 ans l'approvisionnement des filières courtes en commercialisant 50 % du bois d'œuvre mobilisé auprès d'acteurs de transformation locaux (rayon de 200 km) <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non, <i>(joindre attestation sur l'honneur des propriétaires concernés)</i> 	0	10
Total		

ANNEXE 6 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR PORTANT SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES, ADMINISTRATIVES, SOCIALES, FISCALES ET COMPTABLES

Nom - Prénom ou Dénomination du demandeur

.....

Nom - Prénom du représentant légal :

.....

.....

Adresse :

.....

.....

CP- Ville :

.....

.....

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | |

N° fiscal :

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 13 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise / la structure que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables.

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation sur l'honneur.

- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.

- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur.

- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :

- Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
- Mise en oeuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure)